De: Accès à l"information - Saguenay-Lac-Saint-Jean

À:

Objet: RE: 200890871\_Demande d"accès à l"information -

**Date:** 24 mars 2025 09:56:00

Pièces jointes : Art. 23-24.pdf

image001.png image002.png image003.png image004.png image005.png image006.png Avis de recours.pdf

200890871 Documents visés.pdf

#### V/Réf.:

### Bonjour,

La présente fait suite à votre demande d'accès, reçue le 6 février dernier, concernant le 428-452, boulevard du Royaume Ouest à Saguenay.

Vous trouverez en pièces jointes les documents visés par votre demande.

Vous noterez que, dans certains de ces documents, des renseignements ont été masqués en vertu des articles 23 et 24 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

Conformément à l'article 51 de la Loi, vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative concernant l'exercice de ce recours ainsi qu'une copie des articles précités de la Loi.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

### L'équipe de l'accès à l'information Bureau du Saguenay-Lac-St-Jean / MJT

Direction de l'accès à l'information Environnement, Lutte contre les changements climatiques, Faune et Parcs www.environnement.gouv.qc.ca

Collaboration	Expertise	Rigueur	Leadership	Innovation	Passion

Ministère
du Développement durable,
de l'Environnement
et de la Lutte contre les
changements climatiques

Québec

# RAPPORT DE CONTRÔLE

Centre de contrôle environnemental du Québec

Direction régionale Saguenay-Lac-Saint-Jean (C) Région : Saguenay-Lac-Saint-Jean

1 Identification		11122	17 de 6 1614	00
Date de l'activité : 2017-10-05	Heure de débu	Accompagne	Heure de fin: 15h	JU
Activité effectuée par : Marc Be	mer	Accompagne	, uc i	
1.1 Activités				282
N° d'activité : 4247	N° du docume		N° de gestion 0768100	doc.: 7610-02-01-
Type d'activité : Inspection		Sous-Type d	'activité : Inspection	e dans une carrière
But: Vérifier le bier non autorisée	-fonde d'une plainte con	cernant rexploitatio	n d'un procédé de concassag	o dans die carrero
1.2 Mandat(s)	Net	ure du mandat	Prog	ramme
N° de mandat	Plainte	are du mandat	110g	um.ic
2 Lieu concerné par le(s)	dossier(s) d'interven	tion	entan da Chicautimi) (V217	2550)
Nom du lieu : Gestion immobilie Nom usuel du lieu :	re Perron inc. (lot 12A, 1	rang 8 Sud-Ouest, C	anton de Cincoutinn) (X217	23301
Nº du lieu : X2172550		Type de lieu	: 264 - terrain sans usage p	récis
Localisation du lieu:				
Coordonnées géographiques du	lieu (GEO NAD 83 deg	grés décimaux) :		
3 Intervenant(s) du lieu				
Nom	Implication dans le		dresse postale	N°
10000	lieu	(si	différente du lieu)	Y2185174
Gestion immobilière Perron inc. (Y2185174)	Propriétaire			12.00.77
4 Condition météo				⊠ SO
5 Personne(s) rencontrée	(s) [R]/consultée(s) [C	CI		⊠ SO
	(6) [24] (60.0000000)			□SO
6 Plainte				200
Plaignant rencontré :	□ oui	⊠ non		
Plaignant contacté :	□ oui	⊠ non		
7 Urgence				⊠ SO
8 Photo(s) numérique(s)				□SO
Nombre de photos prises sur le	terrain: 17	Nombre de	photos intégrées au rappo	rt:3
Toutes les photos annexées à ce en conformité avec la Directive	sur la gestion des photos	numériques du Min	istère pour être en mesure d	traitées et préservées l'en assurer l'intégrité
et de faire la preuve que la chaîn	e de possession de ces de	ernières a été mainte	nu en tout temps	
				⊠ SO
8.1 Modification(s) apport	ée(s) aux photos num	iériques		M 30
9 Questionnaire(s) annex	rée(s)	= 3-17-1		⊠ SO
10 Autre(s) pièce(s) annex	(ée(s) au rannort			⊠ SO
Courriel, montage photo, carte	ice(s) au rupport			
11 Équipement(s) utilisé(s	s)			⊠ SO
12 Échantillon(s)				□ SO
Dunlingto des éabentilless	nis: 🗆 oui	[X]	non	
Duplicata des échantillons rem Demandes d'analyses jointes a			non	
				⊠ SO
13 Mise en contexte				E 30
14 Description de l'activit	té de contrôle			
Constats:				
Il v a un concasseur qui est insta	ilé sur le terrain et prêt à	l'exploitation.		

Lors de l'inspection il n'y avait pas de concassage mais il y avait une pelle hydraulique avec un tremac qui cassait les roches en vu du concassage.

Le propriétaire du terrain est la compagnie Gestion Immobilière Perron inc.

L'entreprise qui effectue le concassage est art. 23-24

### 15 Informations à l'intervenant

□ so

### 16 Vérification complémentaire à l'activité de contrôle

□ SO

De retour au bureau j'ai appelé la compagnie à qui appartient le terrain et j'ai parlé avec monsieur Charles-André Perron qui est le chargé de projet.

Il m'a expliqué que le but du concassage est de prendre le matériel et de l'utiliser pour niveler le terrain ou s'effectue le concassage.

La compagnie ne sait pas encore qu'est-ce qu'ils vont faire ensuite avec le terrain. Le temps était propice pour eux pour faire ces travaux qui pourraient par exemple déboucher sur un projet domiciliaire ou commerciale.

Le terrain est situé dans une zone commerciale.

Selon monaieur Perron le projet de concassage à été soumis à la municiplalité et ils auraient délivrer un permis pour le concassage. Selon monsieur Perron, La municipalité leur aurait dit qu'il n'avait pas besoin de demander un cecrtificat d'autorisation de notre ministère car le terrain est situé en zone commerciale. J'ai donc expliqué que le concassage nécessite une autorisation.

Ensuite monsieur Perron m'a dit qu'il a fait préparer une étude de bruit avant d'entreprendre le concassage. Il aurait également visité les résidents près du site afin de leur expliquer leur projet,

En terminant j'ai avisé monsieur Perron que j'allais transmettre les informations à monsieur Gilles Perron (DRAE) afin de s'assurer qu'une autorisation est nécessaire. (voir courriel en annexe)

Retro info

2017-10-17

J'ai communiqué avec le laignant et je lui ai expliqué qu'un avis de non conformité va être envoyé pour le concassage non autorisé.

### 17 Conclusion

Il y a manquement à l'article 22 de la loi sur la qualité de l'environnement et de l'article 2 du règlement sur les carrières et sablières pour l'exploitation d'un procédé de concassage sans avoir été autorisé aupréalable.

18 Évaluation de la gravité des conséquences des manquements constatés	□ SO
Manquement : Référence légale : Q-2, 115.25 (2)	
Atteinte à la santé, à la sécurité, au bien-être ou au confort de l'être humain : Aucune atteinte ou aucun risque [mineur]	
Explication: La plainte ne conerne pas un citoyen incomodé par le concassage	
Atteinte à la qualité de l'eau, du sol, de l'air, à la végétation ou à la faune : Aucunc atteinte ou aucun risque [mineur]	Degré de gravité des conséquences : mineur
Les conséquences sont : complètement réversibles	
Explication : Le terrain était déjà en gravier avant le concassage.	
Vulnérabilité du milieu touché ou susceptible d'être touché : Peu sensible [mineur]	
Explication : Le lieu est composé de graviers, roches. Le milieu n'est pas sensible	

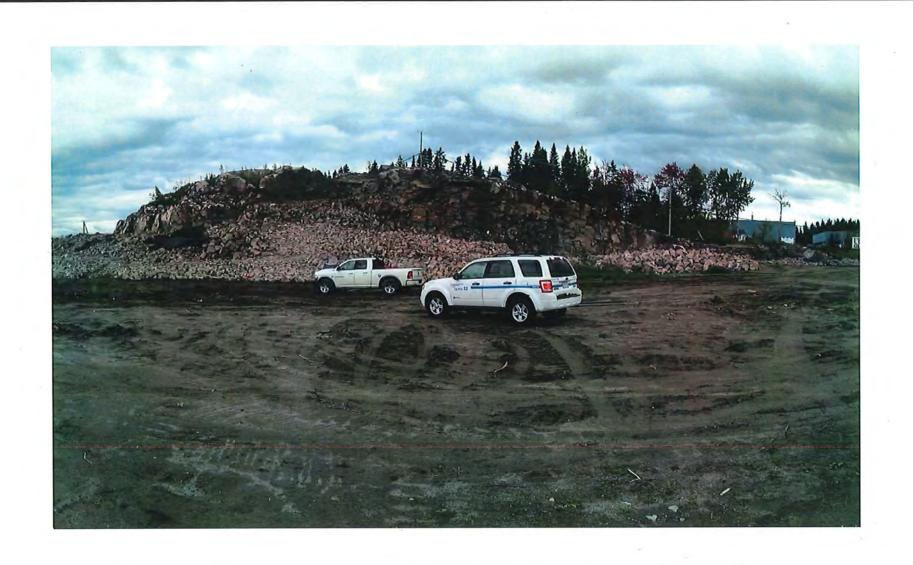
#### 

Date de signature : 2017-10-17

Signature:

Moure

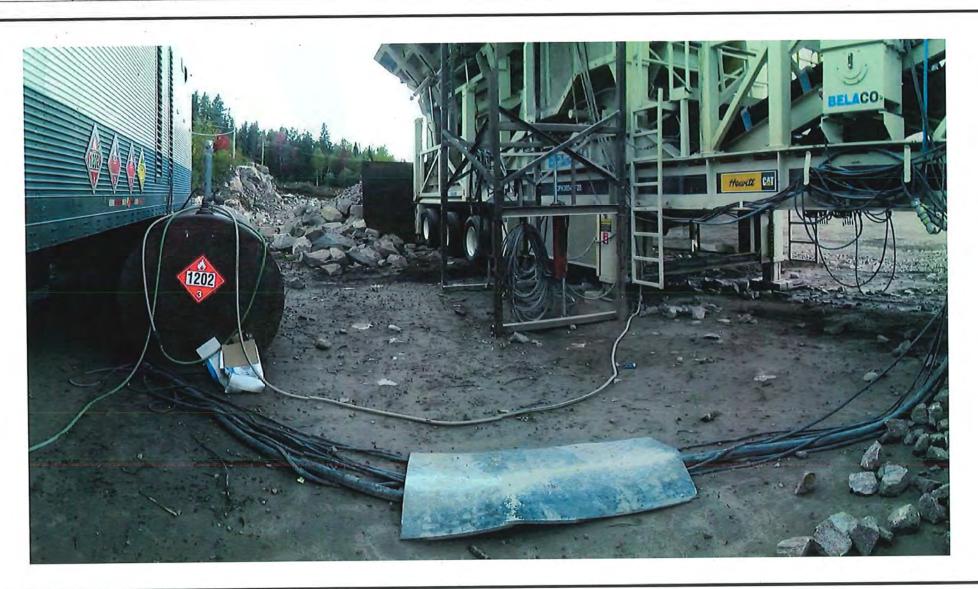
MONTA	GE PHOTOGRAPHIQUE
NO DOSSIER: 7610-02-01-0768100	MUNICIPALITÉ : Chicoutimi
OBJET : Plainte pour le concassage sans autorisation	ENDROIT : Lot 12 A, rang 8 Sud-Ouest, Canton de Chicoutimi
PHOTO(S) N0:1	DATE: 2017-10-05
IDENTIFICATION: Vu d'ensemble du buton que l'entreprise veut concasser	



MONTA	AGE PHOTOGRAPHIQUE
NO DOSSIER: 7610-02-01-0768100	MUNICIPALITÉ : Chicoutimi
OBJET : Plainte pour le concassage sans autorisation	ENDROIT : Lot 12 A, rang 8 Sud-Ouest, Canton de Chicoutimi
PHOTO(S) N0:2	DATE: 2017-10-05
IDENTIFICATION : Concasseur	DATE: 2017-10-05



NICIPALITÉ : Chicoutimi
HOH ABILD Comedum
ROIT : Lot 12 A, rang 8 Sud-Ouest, Canton de Chicoutimi
E: 2017-10-05
_



Saguenay, le 20 octobre 2017

# AVIS DE NON-CONFORMITÉ

Gestion immobilière Perron inc. 41, rue Jacques-Cartier C.P. 8150 Saguenay (Québec) G7H 1X9

N/Réf.:

7610-02-01-0768100

887

Objet:

Exploitation d'un procédé de concassage sur le lot 12 A, rang 8

Sud-Ouest, canton de Chicoutimi à Saguenay

Mesdames, Messieurs,

Lors de l'inspection le 5 octobre 2017 par un inspecteur de notre direction régionale, nous avons constaté le manquement suivant :

 A fait une chose ou a exercé une activité sans obtenir préalablement le certificat d'autorisation requis en vertu de l'article 22, soit l'exploitation d'un procédé de concassage sur le lieu mentionné en objet.
 Loi sur la qualité de l'environnement, articles 115.25 (2) et 22 al. 1

# Correctif à prendre pour remédier à la situation

Nous vous demandons de prendre sans délai les mesures requises pour remédier à ce manquement.

De plus, nous vous demandons de nous transmettre d'ici le 20 novembre 2017 un plan des mesures correctives que vous entendez mettre en œuvre pour vous conformer à la loi. Prenez note que certains correctifs pourraient exiger une autorisation préalable du Ministère. Par ailleurs, nous vous informons que, conformément à la Loi sur la qualité

...2

3950, boulevard Harvey, 4e étage Saguenay (Québec) G7X 8L6 Téléphone : 418 695-7883 Télécopieur : 418 695-7897

Internet: http://www.mddelcc.gouv.gc.ca

Courriel: saguenay-lac-saint-jean@mddelcc.gouv.qc.ca

de l'environnement, chaque jour d'exploitation sans autorisation constitue un manquement distinct et qu'à défaut de cesser immédiatement vos activités, vous vous exposez à des sanctions pour chaque journée. En effet, il est illégal de poursuivre vos activités tant que vous n'aurez pas obtenu les autorisations requises.

### Mesures administratives ou judiciaires

Vous êtes par la présente avisés que le Ministère se réserve le droit d'utiliser toute mesure administrative ou judiciaire à sa disposition pour faire respecter la loi et pour sanctionner le manquement constaté, et ce, même si vous vous conformez au présent avis.

Si un avis de non-conformité vous a déjà été notifié par le passé, vous êtes par la présente avisés que cela sera pris en considération dans toute décision relative à l'utilisation de toute mesure administrative ou judiciaire dont l'imposition d'une sanction administrative pécuniaire.

En vertu de l'article 115.13 de la Loi sur la qualité de l'environnement, nous vous informons qu'une sanction administrative pécuniaire pourrait vous être imposée. Cette sanction serait de :

• 5 000 \$ - Loi sur la qualité de l'environnement, article 115.25 (2)

### Communication avec le Ministère

Pour toute information additionnelle ou pour porter à notre attention des observations quant à un manquement constaté, vous pouvez communiquer avec monsieur Marc Bernier au numéro de téléphone 418 695-7883, poste 327 ou à l'adresse courriel marc.bernier@mddelcc.gouv.qc.ca.

De plus, pour obtenir plus d'informations sur les critères généraux guidant l'application des mesures administratives ou judiciaires, vous pouvez consulter le Cadre général d'application des sanctions administratives pécuniaires qui est disponible sur le site Web du Ministère (http://www.mddelcc.gouv.gc.ca/).

SR/MB/sd

Sylvain Roy, coordonnateur par intérim Secteur industriel

Saguenay, le 14 novembre 2017

# CERTIFICAT D'AUTORISATION Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2, article 22)

Gestion Immobilière Perron inc. 41, rue Jacques-Cartier Est Case postale 8150 Chicoutimi (Québec) G7H 5G6

N/Réf.: 7610-02-01-0768800

401641636

Objet : Exploitation d'un procédé de concassage et de tamisage

Madame, Monsieur,

À la suite de votre demande de certificat d'autorisation datée du 30 octobre 2017, reçue le 2 novembre 2017 et complétée le 9 novembre 2017, j'autorise, conformément à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2), le titulaire ci-dessus mentionné à réaliser le projet décrit ci-dessous :

Exploitation d'un procédé de concassage et de tamisage de pierre déjà dynamitée situé sur une partie du lot 4 112 198, cadastre du Québec, Ville de Saguenay, aux coordonnées suivantes: MTM (SCOPQ) NAD 83; fuseau 7; X : 261 217; Y : 5 360 445.

Cette autorisation est valide jusqu'au 15 juin 2018.

Les documents suivants font partie intégrante du présent certificat d'autorisation :

 Formulaire intitulé « Demande de certificat d'autorisation pour l'exploitation d'équipement de concassage et/ou de tamisage » daté du 30 octobre 2017 et signé par MM Gilles Perron, demandeur et Philippe Gauthier Desgagné, ing., 9 pages et annexes; N/Réf.: 7610-02-01-0768800

401641636

Étude impact sonore des activités de concassage temporaire, signée le 31 mai 2017 par M. Bernard Migneron, spécialiste en acoustique et par M. Jean-Gabriel Migneron, ing. Ph.D. conseiller scientifique de la firme art. 23-24 17 pages et 3 annexes;

 Engagement pour le bruit signé le 9 novembre 2017 par M. Gilles Perron, p.d.g.

En cas de divergence entre ces documents, l'information contenue au document le plus récent prévaudra.

Le projet devra être réalisé et exploité conformément à ces documents.

En outre, ce certificat d'autorisation ne dispense pas le titulaire d'obtenir toute autre autorisation requise par toute loi ou tout règlement le cas échéant.

Pour la ministre,

JÉ/GP/lp

Josée Élément

Directrice régionale de l'analyse et de l'expertise du Saguenay-Lac-St-Jean Environnement
et Lutte contre
les changements
climatiques

Québec

# Note au dossier Direction régionale du Centre de contrôle environnemental

Direction régionale du Saguenay--Lac-Saint-Jean Région :Saguenay--Lac-Saint-Jean

### Identification

Date de rédaction de la note : 2019-02-19

Responsable de l'intervention : Marc Bernier

N° intervention : 301320484

Type d'intervention : Suivi de manquement sans inspection

N° gestion documentaire : 7610-02-01-0768100

N° de la note au dossier : 401783287

Type de demande : Plainte à caractère environnemental

But de la note : Suivi de l'avis de non conformité

Lieu concerné par la note

Nom du lieu : Gestion immobilière Perron inc. (lot 12A, rang 8 Sud-Ouest, canton de Chicoutimi)

Nom usuel du lieu ; <<< VALEUR INTROUVABLE >>>

N° du lieu : X2172550 Type de lieu : terrain sans usage précis

Localisation du lieu :

Cadastre du Québec : 4112198

Intervenant du lieu			
Nom	Fonction	Adresse postale (si différente du lieu)	No intervenant SAGO
Gestion immobilière Perron inc.		41, rue Jacques-Cartier Est Saguenay (Québec) G7H 1X9	Y2185174

### 2 Remarques

Nous avons envoyé un ANC le 20 octobre 2017 pour avoir exploité un procédé de concassage sans autorisation.

Un certificat d'autorisation qui encadre le concassage a été délivré le 2017-11-14

## 3 Conclusion

Le manquement est corrigé. Fermée l'intervention

	0:	
4	Signature	
_	Olgitatuic	

Rédigé par : Marc Bernier

Signature:

Date de signature : 2019-02-19